

ÉDITORIAL

Françoise Verna

La solution à deux États !

● Les appels au cessez-le-feu sont pour l'instant restés vains. Depuis un an, les États-Unis refusent de stopper la folie guerrière du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et de ses ministres d'extrême droite. Retenus sans doute par leur agenda politique avec la tenue, début novembre de l'élection présidentielle. Ces faucons extrémistes ont donc les coudées franches et le Hamas leur a donné l'occasion de poursuivre leur projet limpide : priver à jamais les Palestiniens d'un État souverain. Les résolutions de l'ONU, garante du droit international, sont piétinées depuis des décennies et les manœuvres pour diviser les dirigeants palestiniens ont renforcé le Hamas, ces autres fous de dieu.

Deux extrémismes

Eux n'ont plus ne veulent pas d'un État pour ce peuple. Ils « rêvent » d'une théocratie où la démocratie, les droits humains n'ont pas leur place. Pas de place non plus pour l'État d'Israël dont ils veulent la destruction. Ces deux extrémismes se haïssent et se nourrissent l'un l'autre. Le 7 octobre avec les massacres de plus d'un millier de civils israéliens, le Proche-Orient a basculé dans l'abîme. Pour sortir de ce chaos toujours plus difficile à qualifier - l'invasion du Liban s'ajoute depuis - il est impératif que le camp de la paix reprenne la main. Un cessez-le-feu immédiat est essentiel mais ne pourra être que le commencement d'un nouveau cycle de discussions qui ne peuvent se mener que sur la base du droit international garant de la sécurité. Il est mis sous l'éteignoir depuis trop longtemps au point que la solution à deux États, qui faisait encore il n'y a pas si longtemps, consensus, est remis dangereusement en question.

Tout doit être mis en œuvre pour faire triompher la paix au risque d'un présent toujours plus sombre et d'un avenir aussi noir que la nuit qui éteint le Proche-Orient.

Il y a 1 an, le Hamas r

Le 7 octobre 2023, plus de 1 200 personnes ont été suppliciées, près de 250 pris en otage et 7 000 blessées par les terroristes du Hamas. Le plus grand massacre de Juifs sur le sol israélien depuis la création de cet État en 1948, a fait basculer le Proche-Orient dans le chaos. La riposte israélienne a provoqué l'anéantissement de Gaza où l'on compte désormais plus de 41 800 morts. La guerre s'étend désormais au Liban. Dimanche,

Emmanuel Macron « a exprimé la solidarité du peuple français avec le peuple israélien » et dit « sa conviction que le temps du cessez-le-feu est désormais venu ». Ce conflit, vieux de 76 ans, nécessite une solution politique, diplomatique et l'urgence d'un cessez-le-feu immédiat. Il a des répercussions partout, jusque dans notre région où les voix pour la paix, les seules raisonnables, tentent de se frayer un chemin difficile mais impératif.

« Nous appelons à la fin de cette guerre »

Responsable internationale du Parti communiste israélien, **Reem Hazan** analyse la situation au Proche-Orient et lance un appel pour la paix.

déjà terriblement haut, est devenu plus élevé, de nouveaux impôts affecteront les handicapés, les personnes âgées, les parents isolés et la classe moyenne. Pas les grandes entreprises ni les capitaux. Les dépenses de guerre pèsent sur les épaules des travailleurs et des plus faibles.

La Marseillaise : Un an après l'attaque du 7 octobre, quelle est votre analyse de situation ?

Reem Hazan : Douze mois après le début de cette guerre, le nombre de civils tués à Gaza ne fait qu'augmenter, et on dit que le nombre réel est trois fois plus élevé que celui annoncé, sans parler des dizaines de milliers de blessés et des destructions sans précédent. Mener une autre guerre à plus grande échelle, en associant davantage de pays et de puissances à vos côtés, ne sauvera pas les otages, ni n'éliminera les droits du peuple palestinien. Netanyahu et le gouvernement de droite refusent de parvenir à un accord « tous pour tous », qui a déjà été proposé le 8 octobre, tous les otages en échange de tous les prisonniers palestiniens. N'oublions pas que les otages qui ont été libérés, l'ont été par des moyens diplomatiques, pas par la guerre.

Comment réagit la population en Israël ?

R.H. : La population israélienne, tant palestinienne que juive, souffre de cette guerre. De grandes parties du pays sont paralysées et la situation économique se détériore. La nouvelle proposition budgétaire exige maintenant de supprimer toutes les allocations de « sécurité sociale » pour les personnes qui en ont besoin, le coût de la vie, qui était

Après Gaza, Netanyahu vise le Liban, quelle est votre réaction ?

R.H. : Comme à Gaza, la même politique d'agression se poursuit au Liban, avec plus de 2 000 civils tués et 10 000 blessés, ainsi que des destructions massives dans des zones habitées. Nous voyons que cette guerre est déjà en train de devenir régionale, avec des interventions et un soutien occidentaux en diplomatie et en armes.

Les voix pour la paix sont-elles audibles en Israël ?

R.H. : Nous constatons que les voix qui appellent clairement à la fin de cette guerre sont insuffisantes et qu'il faut se concentrer sur le démantèlement du gouvernement et le renversement de Netanyahu par la tenue de nouvelles élections. Il faut que la mentalité et la perception de la réalité changent pour que cette guerre cesse. Cela ne peut se faire que par un changement interne en Israël, par toutes les forces progressistes et anti-guerre, les Juifs et les Palestiniens, soutenus par la pression internationale. Ceux qui souhaitent voir une démocratie en Israël ne peuvent pas permettre que la guerre, l'occupation et le fascisme continuent.

Comment sortir de cette impasse ?

R.H. : Il existe une profonde solidarité avec



Reem Hazan est responsable internationale du Parti communiste israélien. PHOTO DR

le peuple palestinien et des actions contre la guerre de la part des peuples de nombreux pays. Aucun citoyen ne devrait accepter que son gouvernement ne prenne pas de mesures concrètes pour mettre fin aux massacres et aux souffrances des civils dans toute la région. Cette guerre n'a pas commencé le 7 octobre, les Palestiniens étaient sous occupation et sous siège en Cisjordanie et à Gaza. Israël violait déjà le droit international. Les règles d'engagement de la communauté internationale doivent changer pour que les déclarations correspondent aux actions réelles. Par conséquent, nous appelons à la fin immédiate de cette guerre contre Gaza et le Liban, à la fin des attaques dans les territoires palestiniens occupés. La seule solution est d'initier la création d'un État souverain palestinien aux côtés d'Israël.

Propos recueillis par Amaury Baqué

UN AN DE RIPOSTE ISRAËLIENNE



7 octobre. Le Hamas massacre 1140 personnes et fait 240 otages
Depuis la bande de Gaza, le Hamas lance l'opération Déluge d'Al-Aqsa avec des

membres des branches armées du Jihad islamique, du Front démocratique pour la libération de la Palestine, du Front populaire de libération de la Palestine et des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa.

9 octobre. Israël décrète un « siège complet » de la bande de Gaza

Après des bombardements intensifs, Israël décrète le « siège complet » de la bande de Gaza et coupe l'approvisionnement en nourriture, en eau potable, en gaz et en électricité. Quatre jours plus tard, le 13, Tsahal ordonne l'évacuation des civils de la partie nord. Des milliers de familles

fuiant vers le sud. Le 27, Israël lance son invasion terrestre. Le 4 décembre, l'ordre est donné à tous ceux qui se sont réfugiés dans le sud de fuir vers Rafah car les chars israéliens pénètrent désormais dans la zone sud.

